

Zeitschrift: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 909

Artikel: Pour 10 à 15% du patronat français : le coeur à gauche
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018205>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le cœur à gauche

(jg) Le Parti socialiste français a toujours bénéficié du soutien d'une partie du patronat. Les enquêtes du CNPF (le Vorort français) le confirment, puisqu'elles indiquent que 10 à 15% des entrepreneurs de l'Hexagone votent pour la gauche.

Il est de fait que les socialistes français n'ont jamais été en peine pour trouver des patrons disposés à prendre des responsabilités gouvernementales ou à accepter des missions. L'actuel ministre de l'industrie, Roger Fauroux, est l'ancien PDG de St-Gobain, une des cinq plus grosses entreprises françaises. Bernard Tapie se présente aux législatives à

Marseille, avec le soutien du parti socialiste. C'est comme si, en Suisse, Werner Rey figurait sur une liste du PS.

Sous le précédent septennat, Gilbert Trigano, patron du Club Méditerranée a accompli diverses missions pour le compte de Pierre Mauroy. Antoine Riboud, qui dirige BSN, numéro un de l'alimentaire en France, n'a jamais caché ses sympathies socialistes. Son frère Roger, mort il y a 4 ans, PDG de Schlumberger, première société mondiale d'instruments de mesure spécialisée dans la recherche pétrolière, était l'un des amis intimes de François Mitterrand. Rappelons encore qu'Alain

Minc, brillant économiste, auteur de nombreux ouvrages et actuellement patron du Cerus, holding financière de Carlo de Benedetti (à ce titre responsable de l'OPA contre la Société générale de Belgique) a toujours soutenu publiquement le parti socialiste.

Les renfoueurs de caisses

On retrouve ces hommes, et d'autres encore, lorsqu'il s'agit de soutenir financièrement un journal comme *Libération*, d'aider à renflouer *Le Monde*, ou d'apporter un appui discret à quelque institution de gauche en difficulté.

Il y a de nombreux facteurs qui permettent d'expliquer cette situation. Tout d'abord le Parti socialiste français, comme son homologue espagnol, est avant tout une formation urbaine, modernisatrice, dynamique. Il n'est pas lié à un syndicat, ne se soucie pas toujours de la défense des plus défavorisés, laissés au Parti communiste — relayé aujourd'hui par le Front national.

Ensuite l'élite française, qu'elle soit dans l'administration ou dans le privé, est issue de trois ou quatre écoles, comme l'ENA, Polytechnique ou Centrale. Ces gens se connaissent, se tutoient et passent souvent — «pantoufles» comme disent les Français — du public au privé. De nombreux dirigeants de banques étaient directeurs du Trésor et les patrons de l'industrie sont fréquemment issus de cabinets ministériels.

La troisième raison est sans doute la plus importante. Les patrons français qui ont le cœur à gauche sont très souvent juifs et surtout protestants. Les réformés français sont «républicains», autrement dit soucieux de la neutralité de l'Etat, de la démocratie et de l'égalité. Ils ont dans leur mémoire collective le souvenir des camisards et de la Révolution française qui les a rétablis dans leurs droits. Il en va de même pour les Juifs qui se sont toujours, et hélas pas à tort, plutôt méfiés de la droite française. Et traditionnellement, Juifs et protestants soutiennent dans leur grande majorité la gauche modérée. Il en va de même pour ceux d'entre eux qui ont émergé et sont devenus des chefs d'entreprise. D'ailleurs, sauf erreur, toutes les personnes citées dans cet article sont issues de milieux protestants ou juifs. ■

LOGEMENT

Prévenir le délabrement

(ag) Partout où s'expriment les professionnels du bâtiment, responsables de grands bureaux d'architecture ou analystes de la conjoncture, le même langage est tenu: la restauration du parc construit est aujourd'hui la tâche prioritaire.

Belle concordance, qui marie l'intérêt bien compris et la prospective.

Certes, dans l'immédiat, la demande de logements nouveaux subsistera. Les volées de forte natalité arrivent à l'âge du mariage; la hausse du niveau de vie, si elle se poursuit, créera des besoins supplémentaires de confort, donc d'espace; certains cantons enfin connaissent une croissance de leur population par migration intérieure, par regroupement familial des saisonniers obtenant leur permis B.

Mais bientôt viendront les volées de faible natalité que la démographie scolaire a déjà enregistréées. La demande fléchira d'autant. D'où la relance par la restauration.

Ici un rappel primordial. On recense en Suisse 2,2 millions d'immeubles. La moitié a été construite depuis 1950.

Or le vieillissement des immeubles d'après-guerre s'accuse toujours plus. Beaucoup ont été construits en pleine surchauffe, avec plus de hâte que de

soin. Sans intervention, ils risquent le délabrement.

Ce renouvellement sera l'occasion de considérables économies d'énergie. Selon Heinz Kneubühler, directeur suppléant de l'Office fédéral des questions conjoncturelles, l'assainissement thermique des bâtiments existants devrait, à lui seul, coûter environ 20 milliards de francs (*Vie économique* 5/88).

L'infrastructure, notamment la distribution et la production d'énergie, devient également obsolète. Sa remise à jour devrait permettre elle aussi des gains de productivité. La convergence est heureuse. Les transformations vont prendre le relais des constructions, assurant l'avenir de la profession: 44 000 entreprises, 450 000 emplois. Un programme ambitieux d'économies d'énergie n'est dès lors pas une revendication idéaliste. Elle intervient au juste moment de l'évolution du bâtiment.

Reste l'exploitation optimale de ces circonstances favorables. Sans bureaucratie, il appartient aux cantons de cadrer ce formidable programme. Ambition de protection de l'environnement, d'amélioration de l'habitat et de l'urbanisme. Protection des locataires, dans le souci d'éviter le luxe stérile et de prévenir les opérations spéculatives. ■